

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 06 au 10 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : première session ordinaire du comité de politique monétaire de la BEAC.
- **Cameroun** : le déficit commercial se creuse de près de 400 Mds FCFA en 2025.
- **Gabon** : la Banque mondiale valorise les richesses du Gabon à 60 000 Mds FCFA.
- **Guinée équatoriale** : Bloomfield Investment maintient la Guinée équatoriale à « BBB » et « A2 », avec perspective stable.
- **Tchad** : publication des comptes nationaux de 2024.
- **RDC** : l'américain Virtus Minerals investit 700 M USD pour relancer les mines de cuivre et cobalt d'Etoile et Mutoshi.
- **São Tomé-et-Principe** : le pays adopte un plan triennal 2026-2040 pour structurer son économie post PMA.

Régional

Première session ordinaire du comité de politique monétaire de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) s'est réuni le 2 avril 2026 à Yaoundé, à l'occasion de sa première session ordinaire de l'année. Lors de ces assises, il a examiné l'évolution récente de la conjoncture économique ainsi que les perspectives macroéconomiques de la sous-région. Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance de la CEMAC s'est établie à 3,5 % (contre 3,3 % en 2024), portée principalement par le secteur non pétrolier (+4,3 %). Sur le plan des prix, l'inflation a nettement reculé à 2,1 % en moyenne annuelle (contre 4,1 % en 2024), grâce aux mesures de lutte contre la vie chère et à la stabilisation des prix des carburants observée dans certains États. En revanche, les finances publiques et les comptes extérieurs se sont détériorés, avec un déficit budgétaire de 4,8 % du PIB et un déficit courant de 2,9 % du PIB. Les réserves de change ont diminué de 13,2 %, pour s'établir à 6 332,4 Mds FCFA (soit 4,22 mois d'importations). Pour 2026, les perspectives

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3,5 %

Croissance de la CEMAC en 2025
d'après la Banque des États de l'Afrique
centrale (BEAC)

tablent sur un net ralentissement de la croissance à 2,9 %, une inflation contenue à 2,3 % et une amélioration progressive des réserves de change (+9,9 %), qui atteindraient 6 958,5 Mds FCFA, correspondant à 4,52 mois d'importations. Au regard de ces perspectives et des incertitudes, notamment liées aux tensions au Moyen-Orient et à leurs répercussions sur les cours pétroliers, le Comité a décidé de maintenir inchangés ses principaux taux directeurs : le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) à 4,75 % et le taux de la facilité de prêt marginal à 6,25 %.

La Banque mondiale approuve un prêt de 224,3 Mds FCFA pour l'économie forestière du Cameroun, du Congo et de la Centrafrique

La Banque mondiale a [approuvé](#) le 31 mars 2026 un financement de 224,3 Mds FCFA (soit 394,83 M USD) en

soutien à l'économie forestière au Cameroun, au Congo et en Centrafrique, dans le cadre du Programme pour des économies forestières durables du Bassin du Congo (SCBFEP – phase 1). Cet appui financier vise à stimuler les chaînes de valeur forestières, soutenir plus de 500 PME et améliorer les moyens de subsistance des communautés tribulaires des forêts du bassin du Congo. Cette première phase s'inscrit dans un programme plus vaste visant à faire émerger les avantages économiques, climatiques et en matière de moyens de subsistance du deuxième plus grand biome forestier tropical au monde, afin de le rendre plus compétitif. Un accent est mis sur une gestion durable des espaces forestiers : ainsi, près de 8 M d'hectares seront placés sous gestion durable dans cette première phase. Le programme devrait également permettre de réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'environ 17,6 Mt de CO₂ et d'augmenter de 15 % la proportion de bois transformé légalement, en soutenant les entreprises forestières communautaires, les systèmes agroforestiers et les zones de transformation des PME.

Cameroun

Commerce extérieur en 2025 : le déficit commercial se creuse de près de 400 Mds FCFA en un an

Selon les chiffres [publiés](#) par l'Institut national de la statistique (INS), la balance commerciale du Cameroun s'est davantage dégradée en 2025, avec un déficit qui s'est creusé de 398 Mds FCFA, atteignant 2 145,2 Mds FCFA. Cette détérioration témoigne du recul des exportations de 5,2 % (-168,1 Mds FCFA) combiné à la hausse des dépenses d'importation de 4,6 % (+229,8 Mds FCFA). Hors hydrocarbures, le déficit se révèle encore plus prononcé, atteignant 3 157,6 Mds FCFA, en progression de 2,8 % par rapport à 2024. Si les exportations de cacao ont connu une nouvelle hausse de 18,7 % — certes plus modérée qu'en 2024 (+90 %) — portées par la bonne tenue des cours internationaux, elles n'ont pas suffi à compenser le repli structurel des ventes d'huiles brutes de pétrole (-29,6 %) et de GNL (-8,1 %). En 2025, le cacao s'est imposé comme le premier poste d'exportation avec 26,3 % des recettes totales, devant les huiles brutes de pétrole (22,9 %) et le GNL (11,4 %). Cependant, cette recomposition du panier d'exportation continue d'illustrer la forte dépendance aux matières premières, dont les prix demeurent soumis à une forte volatilité sur les marchés internationaux.

Les importations de produits pétroliers confiées à des négociants internationaux

Pour assurer son approvisionnement en produits pétroliers au cours du deuxième trimestre 2026, le Cameroun [opère](#) un retour à un dispositif d'importation reposant sur des négociants internationaux : Moch et Vitol pour la livraison d'un volume cumulé de 200 000 tonnes métriques d'essence super, et Cleveland Overseas LTD pour un volume d'environ 220 000 tonnes métriques. Cette décision de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques et de hausse des prix des produits raffinés sur les marchés internationaux, renforçant les craintes liées au coût d'approvisionnement. Les traders sélectionnés fourniront ainsi les cargaisons aux marketeurs locaux, qui les achèteront sur la base d'allocations reposant sur une prime fixe et non négociable. Si ce retour à un mécanisme piloté par les traders devrait permettre au Cameroun de sécuriser son marché intérieur à court terme, la récente [suspension](#) par l'État des activités de sept sociétés importatrices de produits pétroliers en mars 2026 accentue la vulnérabilité du secteur. Ces marketeurs, repositionnés sur le marché des importations pour pallier les difficultés de production de la Sonara, voient désormais la réception de leurs navires gelée par la CSPH pour non-reversement de trop-perçus et de fonds de soutien à l'État.

Publication des comptes nationaux trimestriels (T3 2025)

Selon le [rapport](#) sur les comptes nationaux publié en avril 2026 par l'INS, le Cameroun a affiché une croissance de 0,5 % au T3 2025 par rapport au trimestre précédent, et de 3,5 % en glissement annuel. Côté offre, la croissance est soutenue par le secteur primaire (+0,8 % en glissement trimestriel), notamment l'agriculture et la sylviculture, et le secteur secondaire (+1,1 %), tandis que le tertiaire s'est contracté de -0,4 %. Pour sa part, la croissance de la demande est portée par les exportations (+14,3 %), alors que la demande intérieure apparaît plutôt en baisse. La hausse des exportations, combinée à une baisse des importations (-8,8 %), contribue à une réduction du déficit de la balance commerciale. Toutefois, en glissement annuel, les importations sont en progression de 6,6 %, tirées à la fois par la croissance des biens (+6,9 %) et des services (+4,1 %). Il en résulte un déficit de la balance

commerciale qui s'établit à 5,5 % du PIB au cours du trimestre.

Gabon

La BAfD anticipe un taux de croissance en berne à 2,2 % pour 2026

Selon le rapport *African Economic Outlook 2025* de la Banque africaine de développement (BAfD), la croissance du Gabon devrait ralentir à 2,2 % en 2026, après 2,4 % en 2025, principalement sous l'effet du déclin de la production pétrolière (-2,1 % en 2025, -4,7 % en 2026) lié à la maturation des gisements. Le PIB non pétrolier devrait en revanche rester dynamique, porté par l'agriculture (bois, huile de palme), le secteur minier (manganèse) et le BTP. L'inflation serait contenue à 2,3 % en 2026 grâce à certaines mesures anti-inflationnistes, tandis que l'excédent courant devrait se réduire à 3,2 % du PIB. Le déficit budgétaire devrait se creuser avec la hausse des dépenses publiques et la baisse des recettes pétrolières. La BAfD précise que ces perspectives pourraient être davantage compromises par les tensions sur le commerce international, les perturbations logistiques liées au déficit d'infrastructures et la détérioration de la situation budgétaire. Ces prévisions sont sensiblement inférieures à celles du FMI (2,6 %) et très en deçà de l'objectif affiché par le gouvernement (6,5 %).

L'évasion fiscale estimée à 2,8 Mds USD en 2024 selon la BAfD, soit plus que le déficit budgétaire

Selon des estimations de la Banque africaine de développement (BAfD), le manque à gagner lié à l'évasion fiscale au Gabon aurait atteint 2,8 Mds USD (environ 1 592 Mds FCFA) en 2024, un montant qui dépasse largement le déficit budgétaire du pays, évalué à 3 % du PIB la même année. Cela s'inscrit dans un contexte de pression fiscale structurellement faible, plafonnant à 11,9 % du PIB en moyenne sur la période 2015-2024, et de performances de recouvrement en deçà des objectifs. La BAfD pointe un cadre juridique devenu obsolète face à la sophistication des flux financiers et un score de transparence de la propriété effective des industries extractives limité à 30/100. Le recouvrement de ces fonds, même partiel, permettrait de réduire sensiblement le recours à l'endettement domestique et régional, dans un contexte où la dette publique ne cesse de s'accroître.

La Banque mondiale valorise les richesses du Gabon à 60 000 Mds FCFA

Selon le rapport *Changing Wealth of Nations 2024* de la Banque mondiale, la richesse totale en capital du Gabon est estimée à environ 105 Mds USD (près de 60 000 Mds FCFA), en progression de 35 % depuis 1995. Ce patrimoine repose essentiellement sur le capital naturel (57,3 % du total), suivi du capital humain (33,7 %), le capital financier et entrepreneurial demeurant marginal dans un pays qui ne compte qu'une seule entreprise cotée à la BVMAC (BGFIBank) et dont 95,7 % des structures économiques sont des micro-entreprises, avec une majorité (62,9 %) opérant dans l'informel. Malgré cette richesse brute, la richesse par habitant a reculé de 34,7 % sur la période, traduisant une incapacité à transformer le capital naturel en prospérité partagée. Les rentes issues des ressources naturelles représentent encore 18,5 % du PIB, dont 84 % proviennent du pétrole. Pour surmonter ces obstacles structurels, la BAfD recommande de diversifier les sources de valeur ajoutée en développant les chaînes de valeur locales dans le bois et l'agro-industrie, en mettant l'accent sur de nouveaux relais de diversification tels que les crédits carbone et l'économie bleue, tout en améliorant l'environnement des affaires pour réduire la dépendance aux rentes extractives.

Le groupe BGFIBank franchit le cap des 7 000 Mds FCFA de bilan consolidé, porte son capital à 200 Mds FCFA et lance son plan stratégique 2030

Le Groupe BGFIBank, dont le siège est à Libreville, a publié ses résultats 2025 en forte progression. Le bilan consolidé atteint 7 428 Mds FCFA (+25 %), les dépôts clients s'élèvent à 4 263 Mds FCFA (+10 %) et les encours de crédits progressent à 3 787 Mds FCFA (+6 %), portés par une demande de financement dans les secteurs du BTP, des mines, de l'énergie et de l'agro-industrie. Le produit net bancaire augmente de 26 % à 414 Mds FCFA, tiré par une marge nette d'intérêts en hausse de 44 %, tandis que le résultat net consolidé s'établit à 133 Mds FCFA (+9 %) avec un ratio de solvabilité de 21 %. Le Conseil d'administration proposera un versement de dividendes à hauteur de 36,8 Mds FCFA. Par ailleurs, BGFIBank a bouclé l'introduction en bourse de BGFI Holding Corporation à la BVMAC, mobilisant 45 Mds FCFA auprès de plus de 7 600 souscripteurs issus de 24 pays. La filiale gabonaise, BGFIBank Gabon, portera son capital à 200 Mds FCFA pour se conformer aux nouvelles exigences réglementaires de la COBAC. Le Groupe lance désormais son nouveau projet d'entreprise « BGFI 2030 », axé sur les quatre piliers suivants : efficacité organisationnelle, capital humain, ressources et performance commerciale.

Guinée équatoriale

Bloomfield maintient la Guinée équatoriale à « BBB » et « A2 », avec perspective stable

L'agence de notation Bloomfield Investment Corporation a [confirmé](#) la note en monnaie locale de la Guinée équatoriale à « BBB » à pour les emprunts à long terme et « A2 » pour les emprunts à court terme, assortie d'une perspective stable. L'agence salue les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, ainsi que le renforcement du cadre de gestion des finances publiques, illustré notamment par l'adoption d'un nouveau Code général des impôts plus incitatif. Elle met également en avant un niveau d'endettement modéré, à 33,5 % du PIB en 2024, nettement inférieur au seuil communautaire de 70 %. Toutefois, selon Bloomfield, la forte dépendance de l'économie aux hydrocarbures constitue l'un des principaux facteurs de vulnérabilité macroéconomique. En effet, le déclin des champs pétroliers pèse sur les ressources budgétaires, encore largement dominées par les revenus pétroliers (81 %). Par ailleurs, le poids du service de la dette apparaît élevé, représentant 71,1 % des recettes fiscales en 2024 (soit 26,6 % des recettes budgétaires totales), ce qui fait peser des risques sur la soutenabilité de la dette.

Tchad

Publication des comptes nationaux de 2024

Le 8 avril 2026, l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) a publié un [rapport](#) sur les comptes nationaux provisoires de 2024. Il fait état d'une croissance du PIB de 5 % à 12 070,3 Mds FCFA en 2024, après 4 % en 2023. Du côté de l'offre, la croissance est principalement soutenue par le secteur primaire (notamment les activités d'élevage et de chasse), dont la contribution atteint 2,9 points de pourcentage. Tandis que pour la demande, la croissance est majoritairement soutenue par la consommation finale, qui contribue à hauteur de 2,5 points de pourcentage, suivi par l'investissement (2 points de pourcentage). La balance commerciale demeure excédentaire, avec un solde de 1305,4 Mds FCFA en 2024, contre 1 262,5 Mds FCFA en 2023, soit une progression de 7,4 %, grâce à une baisse des importations (-1,0 %) et une hausse des exportations (+1,1 %). Rapporté au PIB, le solde courant s'est toutefois légèrement dégradé par rapport à 2023, à 11,9 %.

Appuis de la France à l'économie rurale au Tchad

Le 9 avril 2026, l'Ambassade de France au Tchad, le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) et l'Agence française de Développement (AFD) ont [organisé](#) une conférence de presse sur le thème « Soutien de la France à l'économie rurale au Tchad ». À cette occasion, plusieurs projets visant à renforcer la sécurité alimentaire, structurer les filières agricoles et d'élevage, soutenir la recherche et favoriser l'insertion professionnelle ont été présentés. Parmi eux, le projet Laham Nadif (950 000 EUR), dédié à la structuration d'une filière viande de qualité, a permis de former plus de 300 jeunes et femmes aux métiers de l'agropastoralisme et de la transformation, ainsi que de mettre en place 4 boucheries-écoles, 11 fermes-écoles et 19 coopératives. Le projet GERTS (15 M EUR), consacré à la gestion des eaux de ruissellement en zone sahélienne, a permis de récupérer plus de 10 000 hectares de terres cultivables grâce à 203 seuils d'épandage dans 49 vallées, entraînant une hausse des rendements agricoles et la formation de plus de 9 200 producteurs. D'autres initiatives ont également été évoquées, notamment un projet de farine enrichie contre la malnutrition chronique, ainsi que le renforcement de l'Institut de Recherche en Élevage pour le Développement (IREDD), doté de 0,8 M EUR pour améliorer la recherche en sécurité alimentaire animale.

RDC

L'américain Virtus Minerals investit 700 M USD pour relancer les mines de cuivre et cobalt d'Etoile et Mutoshi

L'américain Virtus prévoit une enveloppe de plus de 700 M USD pour la remise en route des deux sites miniers en RDC, avec un partenaire opérationnel indien, Lloyds Metals and Energy, qui contribue à hauteur de 200 M USD. L'opération repose sur un paiement de 30 M USD pour le rachat des parts, associé à la reprise de la dette de Chemaf, estimée à environ 900 M USD (dont 600 M USD dus à un consortium mené par Trafigura). Pour finaliser les infrastructures déjà réalisées à plus de 80 %, un investissement complémentaire de 300 M USD serait nécessaire. Les mines d'Etoile et Mutoshi pourraient fournir environ 5 % de l'offre mondiale de cobalt, un métal stratégique pour les batteries de véhicules électriques et l'électronique. Cette acquisition constitue la première cession d'une mine en exploitation dans le cadre du [partenariat](#) stratégique sur les minerais critiques signé en décembre 2025 entre Washington et Kinshasa. Le gouvernement de la

RDC devrait porter sa participation dans Chemaf de 5 % à 10 % dans la nouvelle structure actionnariale.

Le corridor RDC-Angola se dote d'un axe bitumé pour renforcer les échanges régionaux

Le Ministre des Infrastructures et Travaux publics a procédé le 5 avril 2026 au lancement officiel des travaux de bitumage de la Route nationale n°1 (RN1) sur le tronçon Kananga–rivière Kakangayi, dans la province du Kasai-Oriental. Ce chantier, d'une longueur de 137,5 km, s'inscrit dans le cadre du [corridor](#) économique transnational RDC-Angola, un projet stratégique destiné à renforcer les échanges commerciaux entre l'espace Kasai et le marché angolais. Le projet, réparti en trois lots d'environ 45 km chacun, est confié aux entreprises Sino-Hydro Sokol, au groupement GGPI et à la société CFHEC, pour une durée de travaux prévue de 30 mois. Au-delà de la voie principale, le programme comprend un volet de développement local, incluant 10 km de voiries urbaines, la construction d'un marché frontalier à Kalamba-Mbuji, ainsi que des infrastructures socio-économiques rurales (écoles, centres de santé, entrepôts, forages). La première phase de ce corridor est soutenue par la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds africain de développement (FAD), avec une enveloppe totale d'environ 175 M USD, composée d'un don de 69,8 M USD et d'un prêt de 105,2 M USD. Ce financement s'inscrit dans un programme global de 650 M USD dédié à l'amélioration de la chaîne logistique sur l'axe Mbuji-Mayi–Kananga–Kalamba-Mbuji (RDC) – Shikolondo–Dundo (Angola).

Sao Tomé-et-Principe

Sao Tomé et Principe adopte un plan triennal 2026-2040 pour structurer son économie post PMA

Depuis décembre 2024, Sao Tomé-et-Principe n'appartient plus à la catégorie des pays les moins avancés (PMA). Ce nouveau statut entraîne une réduction progressive de l'aide internationale et un durcissement des conditions de financement. Pour accompagner cette transition, l'archipel a [présenté](#) à Bruxelles en décembre 2025 sa Stratégie nationale de développement durable (ENDS) 2026-2040, adossée à un Cadre national

intégré de financement (INFF) visant à aligner dans un même dispositif les capitaux publics, privés et climatiques. Quatre secteurs prioritaires sont ciblés : la biodiversité, l'économie bleue, le cacao premium et l'écotourisme. São Tomé-et-Principe, premier pays au monde dont 100 % du territoire est classé Réserve de biosphère par l'UNESCO, dispose par ailleurs d'une zone économique exclusive (ZEE) de 160 000 km², soit environ 160 fois sa superficie terrestre, identifiée comme un levier majeur pour l'économie bleue. La stratégie mise sur la création de valeur locale plutôt que sur l'exportation brute : chocolat haut de gamme traçable, écotourisme à fort rendement unitaire.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dettes extérieures (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

Mar-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole (Brent (USD/barils))	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	96	3	3	7	1103	404	639
Variation mensuelle (%)	41%	-16%	-10%	4%	6%	-2%	-2%
Variation annuelle (%)	35%	-26%	-60%	-17%	3%	7%	3%
Variation sur 5 ans	50%	19%	32%	100%	7%	-3%	-4%
Variation sur 10 ans	156%	79%	5%	112%	54%	4%	-6%

Mar-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)
Valeur	2	2	3373	104	12529	4856
Variation mensuelle (%)	4%	6%	10%	6%	-3%	-3%
Variation annuelle (%)	-1%	1%	27%	4%	29%	63%
Variation sur 5 ans	-16%	1%	54%	-38%	39%	183%
Variation sur 10 ans	18%	64%	120%	86%	153%	290%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des événements économiques et institutionnels à venir

Date	Évènement	Lieu
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5ème édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER – Mathis FOLCH (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)
[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).